

SUMMARY

**REGIONS:**

**EUROPEAN UNION**

◆ **Luxembourg (spécial Présidence de l'UE)**

- ▶ Programme de la présidence luxembourgeoise
- ▶ Les membres du gouvernement luxembourgeois
- ▶ La rotation de la Présidence
- ▶ Rendez-vous importants de la Présidence

**AMERICAS**

◆ **Cuba**

- ▶ EU Presidency calls on Cuba to thaw relations with all EU embassies (06.01.05)

**EUROPE( outside of UE) and CIS**

◆ **Ukraine**

- ▶ Statement by Javier SOLANA, EU High Representative for the CFSP, on the Presidential Elections in Ukraine (27.12.04)

**MAGHREB AND MIDDLE EAST**

◆ **Israel**

- ▶ Parliamentary questions - Subject: Restrictions imposed on Mordechai Vanunu - by Kyriacos Triantaphyllides to the Council (oral question H-0577/04) (06.01.05)

◆ **Palestine**

- ▶ Javier SOLANA, EU High Representative for the CFSP, to visit the Middle East on the occasion of the Palestinian elections (07.01.05)
- ▶ MEPs begin observation of "most important election in Arab world" (07.01.05)
- ▶ MEPs say Palestinians have a genuine choice of credible candidates (08.01.05)

◆ **Libya**

- ▶ Parliamentary questions - Subject: Health workers detained in Libya - by Graham Watson, on behalf of the ALDE Group to the Council (oral question with debate O-0001/05) (07.01.05)

---

**IMPORTANT COMING MEETINGS**

**ASSOCIATION / COOPERATION COUNCIL MEETINGS**

◆ **EU- Tunisia association Council**

- ▶ 31 January 2005

◆ **EU- Uzbekistan association Council**

- ▶ 1 February 2005

◆ **EU- Albania (Troika)**

- ▶ 1 February 2005

◆ **EU- Serbia-Montenegro (Troika)**

- ▶ 1 February 2005

◆ **EU- Ukraine cooperation Council**

- ▶ 21 February 2005

◆ **EU- Algeria association Council**

- ▶ 25 April 2005

◆ **EU- Croatia association Council**

- ▶ 26 April 2005

◆ **EU- Turkey association Council**

- ▶ 25 April 2005

◆ **EU- Chili association Council**

- ▶ 26 may 2005

THIRD COUNTRY MEETINGS

◆ **EU-Russia summit**

- ▶ 10 may 2005

EUROPEAN PARLIAMENT MEETINGS

◆ **Plenary Session**

- ▶ 10 - 27 January 2005:
  - ◆ 13 January 2005:
    - motions for resolutions concerning debates on cases of breaches of human rights, democracy and the rule of law
    - **debates on cases of breaches of human rights, democracy and the rule of law:**
      - 1) Tenzin Deleg Rinpoche - Tibet
      - 2) Torture in Iran
      - 3) Trafficking of women and children in Cambodia
  - ◆ 26 January 2005:
    - Statement by High Representative for Common Foreign and Security Policy - **Situation in the Middle East**
    - possibly, Oral questions - **Anti-Semitism and racism**

◆ **Committee on Development**

- ▶ 18 January 2005
- ▶ 19 January 2005
- ▶ 20 January 2005

◆ **Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs**

- ▶ 18 January 2005

- ▶ 19 January 2005

#### ◆ **Committee on Women's Rights and Gender Equality**

- ▶ 24 January 2005
- ▶ 25 January 2005

#### ◆ **Subcommittee on Human Rights**

- ▶ 27 January 2005
- ▶ 31 January 2005

##### Agenda:

- Résolution du Parlement européen en vue de la commission des Droits de l'Homme
- IEDDH – Perspectives financières
- Rapport sur les droits de l'homme dans le monde
- Echanges de vue avec la Présidence luxembourgeoise
- Priorités de la Pateforme des ONG droits de l'homme (HRDN)

(Calendar of meeting for the year 2005 available on :

[http://www.europarl.eu.int/meetdocs/2004\\_2009/documents/FD/DROI\\_Calendar\\_2005\\_/droi\\_calendar\\_2005\\_en.pdf](http://www.europarl.eu.int/meetdocs/2004_2009/documents/FD/DROI_Calendar_2005_/droi_calendar_2005_en.pdf))

**REGIONS:**

**EUROPEAN UNION**

◆ **Luxembourg (spécial Présidence de l'UE)**

▶ **Programme de la présidence luxembourgeoise**

◆ **page 1: Présentation générale**

L'Union européenne poursuivra sous Présidence luxembourgeoise son **élargissement**. Le traité d'adhésion avec la Bulgarie et la Roumanie sera finalisé en vue de sa signature en marge du CAGRE (Conseil Affaires Générales et Relations Extérieures) d'avril 2005. Avec cette signature un cycle d'adhésion touchera à sa fin. Un nouveau cycle, celui des pays des Balkans, est en train de se mettre en place sur base des conclusions du Conseil européen de Thessalonique. Les négociations d'adhésion avec la Croatie devraient commencer le 17 mars 2005. L'ARYM remettra les réponses au questionnaire de la Commission en vue de la préparation de l'avis de celle-ci suite à sa demande d'adhésion. Les préparatifs des négociations d'adhésions avec la Turquie ne devraient débuter que vers l'été 2005.(...)

L'importance de la dimension relations extérieures de la Présidence s'est accrue considérablement, tout comme l'importance de l'Union sur la scène mondiale, et les responsabilités qui en découlent. **Les objectifs de l'Union sont bien connus: un monde plus stable, plus prospère, plus respectueux des droits de l'homme.** Ils inspirent toute l'action extérieure de l'Union et un ensemble d'instruments concourent à leur réalisation. La Présidence aura pour responsabilité de poursuivre la mise en oeuvre de la stratégie européenne de sécurité, adoptée il y a un an, trame dans laquelle s'inscrit l'action extérieure de l'Union. De cette stratégie découlent un certain nombre de choix fondamentaux qu'il appartiendra à la Présidence de concrétiser. (...)

**Le « programme de La Haye » visant à développer l'espace de liberté, de sécurité et de justice servira de cadre à la Présidence luxembourgeoise en matière de Justice et Affaires intérieures.**

Pour le Luxembourg, tout progrès réalisé dans la mise en place d'un espace de liberté, de sécurité et de justice s'inscrit également dans une logique de consolidation des quatre libertés qui sont à la base du grand projet européen. Partie d'une coopération intergouvernementale intégrée au fil des traités dans le cadre communautaire, l'espace de liberté, de sécurité et de justice voit sa voie désormais tracée par le nouveau Traité constitutionnel dont l'objectif est la suppression définitive de « l'exception JAI ». Le Luxembourg estime que dorénavant, tous les travaux au sein du Conseil JAI devront s'inscrire dans cette perspective et viser la réalisation de **la dernière grande étape pour le domaine de la JAI, à savoir son intégration pleine et entière dans la construction européenne par une application sans failles de la méthode communautaire.**

◆ **Page 4: Priorités de la Présidence luxembourgeoise**

1. Révision à mi-parcours du Processus de Lisbonne (page 4)
2. L'examen du Pacte de stabilité et de croissance (page 6)
3. Perspectives financières 2007-2013 (page 7)

le Conseil européen a arrêté le programme stratégique triennal pour la période 2004-2006. Ce programme prévoit en particulier que les travaux au sein du Conseil viseront à parvenir à un accord politique en juin 2005 sur le paquet de propositions relatives aux prochaines perspectives financières.

Comme l'explique le programme stratégique, cette échéance n'a pas été choisie au hasard.

Elle vise à permettre, d'une part, l'adoption des différents instruments législatifs tributaires du prochain cadre financier pour la fin de l'année 2005 et, d'autre part, la réalisation en 2006 des travaux préparatoires indispensables à la mise en oeuvre de la nouvelle génération de programmes communautaires dès 2007. Par ailleurs, la date de juin 2005 permet de garantir le déroulement de la procédure budgétaire 2007 dans la clarté et la sécurité.

#### 4. Élargissement (page 9)

Dans le domaine de l'élargissement, la Présidence luxembourgeoise s'attachera prioritairement à :

- finaliser la rédaction du traité d'adhésion avec la Bulgarie et la Roumanie. Au terme de la procédure institutionnelle qui comprend la saisine du Parlement Européen, l'organisation d'une cérémonie de signature officielle à l'occasion du CAGRE d'avril 2005 viendra clore le long travail des négociations d'adhésion. L'adhésion effective de ces deux pays candidats n'intervenant qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2007, le monitoring de la transposition de l'acquis sera toutefois poursuivi avec détermination. (...)
- entamer les négociations avec la Croatie le 17 mars 2005, en conformité avec les conclusions du Conseil européen de juin 2004, qui prévoient une ouverture au début de l'année 2005 et avec les recommandations exprimées au Conseil européen de décembre 2004. Ces négociations pourront débuter pour autant que la Croatie coopère pleinement avec le TPIY. (...)
- entamer les travaux préparatoires pour la négociation avec la Turquie, suite aux conclusions du Conseil européen de décembre 2004. La fixation d'un cadre détaillé de négociation aura probablement lieu au deuxième semestre de l'année. (...)

#### 5. Sujets économiques, sociaux ; Marché intérieur (page 10)

#### 6. Agriculture et Pêche / Sécurité alimentaire (page 18)

#### 7. Développement durable (page 19)

#### 8. Relations extérieures (page 19)

**Conformément à la stratégie européenne de sécurité, l'Union visera à promouvoir la paix, la démocratie et la stabilité en luttant contre les causes profondes de l'insécurité dans le monde.**

A cette fin, elle utilisera de façon cohérente et intégrée l'ensemble de ses instruments. Parmi ceux-ci, la PESC et la PESD sont appelées à être renforcées, conformément à cette stratégie.

L'UE poursuivra ses objectifs en coopération avec ses partenaires et dans le cadre du système multilatéral, fondé sur le droit international et la Charte des Nations Unies. L'Union confirmera son leadership dans la préparation du « Major Event », qui marquera un renforcement, voire une refondation, du système multilatéral.

**Cette approche placée sous le signe d'un multilatéralisme efficace inspirera également l'action de la Présidence en matière de promotion des droits de l'homme, notamment dans le cadre de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.**

De même, c'est en premier lieu dans un contexte multilatéral que l'Union poursuivra la mise en oeuvre de sa stratégie de lutte contre les armes de destruction massive en soutenant l'action des organisations internationales compétentes et en appuyant le processus d'universalisation des traités existant en matière de désarmement. En particulier, la Présidence attache la plus grande importance à ce que la conférence de révision du Traité sur la Non-Prolifération en mai 2005 soit un succès.

**Sous Présidence luxembourgeoise l'Union européenne poursuivra également sa coopération intensive avec d'autres organisations multilatérales telles que l'OSCE et le Conseil de l'Europe, plus particulièrement dans les domaines d'intérêts communs tels les droits de l'homme et l'État de droit.** Dans ce contexte, une importance toute particulière revient à la préparation du 3<sup>ème</sup> sommet du Conseil de l'Europe prévu pour les 16 et 17 mai 2005 à Varsovie.

**Le renforcement de la stabilité par la promotion de la démocratie sera un objectif que l'Union s'attachera particulièrement à promouvoir dans un certain nombre de régions du monde. (...)**

**La Présidence continuera à oeuvrer pour des relations plus étroites avec la Russie, partenaire stratégique** parce qu'élément majeur de notre sécurité et de notre prospérité. Conformément au souhait du Conseil Européen de décembre 2004, la Présidence s'efforcera d'aboutir lors du sommet UE-Russie de mai 2005 à un paquet équilibré de quatre feuilles de route fondées sur des valeurs communes et des intérêts partagés. (...)

**L'Union européenne maintiendra également son engagement en faveur du processus de paix au Moyen Orient. En particulier, elle visera à relancer la mise en oeuvre de la feuille de route avec pour but la mise en place de deux Etats, Israël et une Palestine viable, démocratique et d'un seul tenant, bénéficiant tous deux de frontières sûres et reconnues.** Dans ce contexte, il convient de souligner l'importance d'un retour à la table des négociations.

L'objectif d'un Irak sûr, stable, unifié, démocratique et donc en mesure de contribuer à la stabilité de la région restera une des grandes priorités de l'action de l'UE. A cette fin, la Présidence poursuivra le processus actuellement en cours d'approfondissement des relations entre l'UE et l'Irak afin de contribuer activement à la normalisation de la situation dans ce pays. Une étape décisive de ce processus devrait être les élections législatives prévues pour janvier 2005.

**Il importera également d'accorder la plus grande attention à la situation en Iran, notamment dans les domaines de la protection des droits de l'homme et de la lutte contre la prolifération nucléaire. (...)**

Une autre région à proximité immédiate de l'UE continuera à faire l'objet de l'engagement et du soutien de celle-ci, à savoir l'Afrique, avec laquelle l'UE va poursuivre le développement des relations à tous les niveaux, qu'il s'agisse de l'Union africaine, des organisations subrégionales ou de pays pris individuellement. Ces dialogues permettront d'examiner des questions telles que la lutte contre le SIDA ou encore le sort des enfants-soldats. Une autre priorité sera la gestion des crises et la prévention des conflits dans la région des grands Lacs ainsi qu'au Soudan. L'action de l'UE visera tout particulièrement à développer les capacités africaines de maintien de la paix. (...)

**La Présidence luxembourgeoise oeuvrera également en vue du renforcement des relations entre l'Union européenne et l'Asie par le biais d'un dialogue et d'une coopération accrue portant tant sur des questions politiques, comme l'état de droit, le terrorisme ou la non-prolifération, que sur des questions économiques et commerciales, ou encore sur l'environnement, l'aide au développement ou l'assistance humanitaire. (...)**

**La Présidence veillera à ce que la politique extérieure de l'Union Européenne s'appuie, plus encore que par le passé, sur un partenariat transatlantique efficace et équilibré, consciente que dans la gestion des nouveaux défis et des nouvelles menaces qui apparaissent sur la scène internationale, les Etats-Unis demeurent un partenaire irremplaçable pour l'Union Européenne. Cette coopération transatlantique sera essentielle, notamment dans le règlement des conflits au Moyen Orient et dans les Balkans. (...)**

**Dans la perspective d'une meilleure gestion civile des crises, la Présidence luxembourgeoise assurera également un dialogue avec la société civile et les organisations non gouvernementales. (...)**

Dans le domaine de la coopération au développement, la lutte contre la pauvreté constituera l'objectif central du programme de la Présidence. Nous ne saurions rester indifférents aux phénomènes dans un nombre important de pays en développement, notamment en Afrique, de la marginalisation, de l'exclusion, de la maladie, des inégalités et de la pauvreté.

## 9. Justice et Affaires Intérieures

Le programme fixé par le Conseil européen à Tampere en 1999 est venu à échéance au printemps 2004. Le «programme de La Haye», adopté par le Conseil européen le 5 novembre 2004, permettra à l'Union d'approfondir son approche commune pour traiter plus efficacement les problématiques transfrontalières dans le domaine de la JAI.

**La Présidence luxembourgeoise est la première dont les travaux s'inscrivent dans le cadre du «programme de La Haye». La préparation de son programme de travail a été réalisée en étroite collaboration avec la Commission, les Pays-Bas et le Royaume-Uni afin de garantir la nécessaire continuité et l'homogénéité visées dans les programmes pluriannuel 2004-2006 et opérationnel 2005. (...)**

**Articulé autour des notions de liberté, de sécurité et de justice, le «programme de La Haye» indique la nouvelle stratégie de l'Union et comporte des orientations politiques ambitieuses dans le domaine de la Justice et des Affaires Intérieures. (...)**

**La Présidence luxembourgeoise entamera les réflexions quant à la possibilité de l'élargissement du mandat de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes.**

Conformément à l'engagement pris par le Conseil européen des 4 et 5 novembre 2004, la Présidence luxembourgeoise sera marquée par l'application, de la procédure visée à l'article 251 du TCE – vote à la majorité qualifiée au Conseil et codécision avec le Parlement européen – à toutes les mesures relevant du titre IV destinées à renforcer la liberté, dans le respect du traité de Nice, excepté le domaine de l'immigration légale. (...)

**La Présidence luxembourgeoise attache une importance majeure à la dimension extérieure de la politique d'asile. Le renforcement du partenariat tant avec les pays et régions d'origine qu'avec ceux de transit continuera de figurer à l'agenda de l'Union.**

Il en va de même de l'évaluation des relations avec les pays tiers en matière de **lutte contre la traite des êtres humains** et de lutte contre l'immigration clandestine, sur la base du rapport à présenter par la Commission.

**La politique de retour et de réadmission de l'Union** revêt une importance particulière pour la Présidence. Les efforts communs dans ce domaine en vue d'une approche harmonisée seront résolument poursuivis, en particulier à travers l'adoption de nouveaux mandats de négociation pour des accords de réadmission. Le Conseil entamera les discussions sur les normes minimales applicables aux procédures de retour dès la présentation par la Commission d'une proposition. (...)

► **Les membres du gouvernement luxembourgeois**

Voici la liste des principaux membres du gouvernement luxembourgeois. Il s'agit d'un gouvernement de coalition CSV-LSAP, assermenté le 31 juillet 2004 à l'issue des élections législatives du 13 juin 2004.

**Jean-Claude Juncker**

Premier ministre  
Ministre des Finances

**Jean Asselborn**

**Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration**

**Marie-Josée Jacobs**

Ministre de la Famille et de l'Intégration  
Ministre de l'Égalité des chances

**Luc Frieden**

Ministre de la Justice  
Ministre du Trésor et du Budget  
Ministre de la Défense

**François Biltgen**

Ministre du Travail et de l'Emploi  
Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche  
Ministre des Cultes

**Jeannot Krecké**

Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur  
Ministre des Sports

**Jean-Marie Halsdorf**

Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire

**Nicolas Schmit**

**Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration**

**Octavie Modert**

Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement  
Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural  
Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche  
<http://www.eu2005.lu/fr/presidence/membres/index.html> (FR)

► **La rotation de la Présidence**

La Présidence du Conseil de l'Union européenne est actuellement organisée sur la base d'un système de rotation semestrielle.

Dans le cadre du volet institutionnel des négociations d'adhésion, il a été établi que l'ordre de rotation prévu entre les quinze anciens États membres sera maintenu jusqu'en 2006, afin de donner aux dix nouveaux membres un minimum de temps d'adaptation et de préparation avant d'assumer eux-mêmes la présidence du Conseil.

Le Luxembourg assume sa présidence au cours du 1er semestre 2005. Il sera suivi du Royaume-Uni à partir du 2e semestre 2005. L'Autriche et la Finlande termineront ce cycle en 2006, puisqu'une fois que le traité établissant une Constitution pour l'Europe sera ratifié par les 25, ce système de présidence sera appelé à évoluer.

Le traité établissant une Constitution pour l'Europe, qui doit encore être ratifié, prévoit que le Conseil siège en plusieurs formations. Le Conseil européen sera présidé par un président élu pour deux ans et demi par le Conseil européen qui représentera l'Union européenne à l'extérieur pour les matières relatives à la politique étrangère et de sécurité commune. Le Conseil des Affaires étrangères sera présidé par un ministre des Affaires étrangères nommé par le Conseil européen. La présidence des autres formations sera assurée par les représentants des États membres selon un système de rotation égale.

[http://www.eu2005.lu/fr/presidence/la\\_presidence/rotation\\_presidence/index.html](http://www.eu2005.lu/fr/presidence/la_presidence/rotation_presidence/index.html) (FR)

► Rendez-vous importants de la Présidence

Conseils européens

Les Conseils européens réunissent, deux fois par semestre à Bruxelles, les chefs d'Etat et de gouvernement. Ce sont les événements les plus importants d'une Présidence.

Le Luxembourg présidera les deux Conseils européens du premier semestre 2005.

Le **Conseil européen du printemps 2005**, qui se tiendra les 22 et 23 mars à Bruxelles, mettra l'accent sur des actions nécessaires que les gouvernements devront prendre dans les différents piliers de la stratégie de Lisbonne (pour rappel, en mars 2000 le Conseil européen de Lisbonne a adopté une stratégie sur 10 ans visant à faire de l'Union Européenne l'économie basée sur la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde).

Lors du **sommet de juin 2005**, qui se tiendra les 16 et 17 juin à Bruxelles, la Présidence luxembourgeoise voudra parvenir à un accord sur les perspectives financières 2007-2013 de l'Union européenne.

[http://www.eu2005.lu/fr/presidence/dossiers\\_et\\_rv/rendez\\_vous/index.html](http://www.eu2005.lu/fr/presidence/dossiers_et_rv/rendez_vous/index.html)

AMERICAS

◆ Cuba

► EU Presidency calls on Cuba to thaw relations with all EU embassies (06.01.05)

Cuba has informed the Luxembourg Presidency of the Council of the European Union of its decision at the beginning of the week to normalise relations with a further eight European embassies in Havana, following statements to this effect from the Cuban Minister for Foreign Affairs on 3 January 2005.

The Presidency responded that a resumption of relations with all embassies and the Representation of the European Commission was indispensable within the framework of a normalisation of relations between the European Union and Cuba. The Presidency also issued **an appeal for the liberation of all remaining political prisoners**.

<http://www.eu2005.lu/en/actualites/communiqués/2005/01/06uecuba/index.html> (FR)

EUROPE( outside of UE) and CIS

◆ Ukraine

► Statement by Javier SOLANA, EU High Representative for the CFSP, on the Presidential Elections in Ukraine (27.12.04)

I have been following very closely the rerun of the Presidential elections in Ukraine. The preliminary findings of the International Election Observation Mission led by the Organisation for Security and Co-operation in Europe (OSCE), establish that **the conduct of the 26 December election process brought Ukraine substantially closer to meeting OSCE election commitments and Council of Europe and other European standards**. (...)

The electoral turnout was very high and the incidents were few .

[http://ue.eu.int/uedocs/cms\\_Data/docs/pressdata/en/declarations/83303.pdf](http://ue.eu.int/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/declarations/83303.pdf) (EN)

see also:

The speech from Benita Ferrero-Waldner on:

[http://europa.eu.int/comm/external\\_relations/news/ferrero/2004/speech04\\_27-12-04.htm](http://europa.eu.int/comm/external_relations/news/ferrero/2004/speech04_27-12-04.htm) (EN)

Statement by José Manuel Barroso, President of the European Commission, on the Presidential Elections in Ukraine on 26 December 2004 on : [http://europa.eu.int/comm/external\\_relations/news/barroso/stat04\\_27-12-04.htm](http://europa.eu.int/comm/external_relations/news/barroso/stat04_27-12-04.htm) (EN)

## MAGHREB AND MIDDLE EAST

### ◆ Israel

- ▶ **Parliamentary questions - Subject: Restrictions imposed on Mordechai Vanunu - by Kyriacos Triantaphyllides to the Council (oral question H-0577/04) (06.01.05)**

The Israeli nuclear physicist, Mordechai Vanunu, was released by the Israeli authorities in April 2004 after eighteen years in prison, eleven and a half of which were spent in solitary confinement. Unfortunately, since the day he was released, Mr Vanunu has been held hostage by his country's government. He has been **deprived of the right to travel and of freedom of speech**. Recently, in November, he was re-arrested by the police on totally unfounded charges. Does the Council intend to make any recommendation to the government of Israel to restore the democratic rights of this person who has been persecuted to excess?

<http://www2.europarl.eu.int/omk/OM-Europarl?PROG=QT&L=EN&PUBREF=-//EP//TEXT+QT+H-2004-0577+0+DOC+XML+V0//EN> (EN)

### ◆ Palestine

- ▶ **Javier SOLANA, EU High Representative for the CFSP, to visit the Middle East on the occasion of the Palestinian elections (07.01.05)**

Javier SOLANA, EU High Representative for the Common Foreign and Security Policy, visited the Middle East region between Sunday, 9 January, and Thursday, 13 January, 2005. The visit underscored the EU's political engagement in the region, in particular on the occasion of the Palestinian Presidential elections taking place on Sunday, 9 January.(...)

The High Representative met the Palestinian political leaders, in particular the Chairman of PLO, Mahmud ABBAS, Prime Minister Ahmed QUREI and Foreign Minister Nabil SHAATH, as well as civil society representatives.

[http://ue.eu.int/uedocs/cms\\_Data/docs/pressdata/en/sq/83319.pdf](http://ue.eu.int/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/sq/83319.pdf) (EN)

- ▶ **MEPs begin observation of "most important election in Arab world" (07.01.05)**

A group of 28 MEPs has arrived to observe the election for a new President of the Palestinian Authority. The delegation, led by European Parliament Vice-President Edward McMILLAN-SCOTT (a British Conservative MEP) with Pasqualina NAPOLETANO (an Italian Socialist MEP) as vice-chair, is meeting election officials and the main candidates before spreading out across the Palestinian territories to observe the events of election day - Sunday 9 January.

Mr McMillan-Scott said: *"The election is the most important in the Arab world, where 250 million people, according to UN studies, have been denied democracy. This is the European Parliament's largest ever electoral observation mission. We come with open minds, but fully aware of the special circumstances under which the election takes place. (...)*

*"Palestine is part of the region which, after enlargement, we now call Europe's New Neighbourhood and where the EU expects full observance of human rights and democracy." (...)*

<http://www2.europarl.eu.int/omk/sipade2?PUBREF=-//EP//TEXT+PRESS+NR-20050107-1+0+DOC+XML+V0//EN&L=EN&LEVEL=2&NAV=X&LSTDOC=N#SECTION1> (EN)

- ▶ **MEPs say Palestinians have a genuine choice of credible candidates (08.01.05)**

MEPs observing the Palestinian election say they expect the results of Sunday's vote to reflect the resources available to the main candidates, who they met in Ramallah on Saturday. ***"Overall, even if held under occupation, this will be the first democratic election in an Arab country. The election of Yasser Arafat in 1996 was more a coronation, but this time there is a genuine choice between credible***

*candidates,"* said European Parliament Vice-President Edward McMillan-Scott (EPP-ED/Conservative, UK), who is leading the 28-strong delegation. The MEPs met Mustafa Barghouthi and Mahmoud Abbas and had a briefing from the head of the EU's long-term observers. This identified a number of problems including:

- a lack of transparency on expenditure by candidates;
- weaknesses in the legal framework for the poll;
- an unequal overlap between government and political facilities;
- the absence of freedom of movement for Palestinian journalists.

On the other hand, it was also made clear that the Palestinian media was pluralistic, even if it favoured Abbas by an 80/20 ratio over Barghouthi. (...)

<http://www2.europarl.eu.int/omk/OM-Europarl?PROG=PRESS-NEWSRP&L=EN&PUBREF=-//EP//TEXT+PRESS+NR-20050108-1+0+DOC+XML+V0//EN> (EN)

## ◆ Libya

- ▶ Parliamentary questions - Subject: Health workers detained in Libya - by Graham Watson, on behalf of the ALDE Group to the Council (oral question with debate O-0001/05) (07.01.05)

Five Bulgarian nurses and one Palestinian doctor were sentenced to death in May 2004 by a Libyan court and have, since then, been waiting for the appeal hearings to begin before the Supreme Court. Detained since 1999, these health workers stand accused of having deliberately infected some 400 children with HIV at the Al Fateh Hospital in Benghazi.

The judicial process has been marred by procedural shortcomings and **accusations of torture**, while international expertise has identified in-hospital infection as the most probable source of infection.

Could the Council outline the measures taken by the European Union to assist the search for a satisfactory solution to this matter?

Is the Presidency-in-office satisfied with the level of EU solidarity with Bulgaria, and what further measures could be taken by the European Union?

<http://www2.europarl.eu.int/omk/OM-Europarl?PROG=OQ&L=EN&PUBREF=-//EP//TEXT+OQ+O-2005-0001+0+DOC+XML+V0//EN> (EN)

---